



A usage unique de : **Emanuelle GIRAUD**

Crise climatique : un article de "Nature climate change" appelle les scientifiques à la "désobéissance civile pacifique"

Environ deux auteurs du Giec sur cinq ont signé des pétitions ou des lettres appelant à l'action contre le changement climatique et ses effets et un quart d'entre eux déclarent avoir pris part à des manifestations, selon un article paru le 29 août 2022 dans *Nature climate change*. Pour les auteurs, "une prochaine étape légitime pour les scientifiques est de participer à la désobéissance civile pacifique" pour "faire pression en faveur d'efforts plus significatifs et pour contrer la négligence et les tactiques de mauvaise foi qui les contrarient".

La communauté scientifique est "bien consciente de la sombre trajectoire vers laquelle se dirige la Terre" et "nombre de ceux qui travaillent sur le changement climatique en ressentent de l'anxiété, du chagrin ou d'autres manifestations de détresse", écrit dans [Nature climate change](#) le 29 août 2022 un collectif de scientifiques menés par Stuart Capstick, chercheur à l'université de Cardiff au Royaume-Uni et directeur adjoint du [Cast](#), le Centre pour le changement climatique et la transformation sociale.

"Le temps presse pour assurer un avenir viable et durable ; pourtant, l'inaction des gouvernements, de l'industrie et de la société civile met le cap sur un réchauffement de 3,2 °C, avec toutes les conséquences en cascade catastrophiques que cela implique", rappellent les auteurs qui interrogent : "Dans ce contexte, quand la désobéissance civile des scientifiques devient-elle justifiée ?"

" un contrat rompu entre la science et la société "

Les auteurs soulignent que pour certains scientifiques "la discordance entre les faits et le manque de réaction constitue un contrat rompu entre la science et la société". Ils s'interrogent sur "ce qui peut être fait de plus pour accélérer le changement désespérément nécessaire, au-delà de l'accumulation et de la communication des faits".

La désobéissance civile "implique des actes publics de conscience qui cherchent à perturber et à résister aux activités habituelles et/ou à provoquer des changements dans les lois et les pratiques", écrivent les auteurs. Ils citent ainsi "le blocage des banques d'investissement qui permettent de nouvelles explorations de combustibles fossiles" et "le collage sans autorisation de documents scientifiques sur les bâtiments gouvernementaux".

"De concert avec des mouvements internationaux tels que les grèves de jeunes, un nombre croissant de scientifiques s'engagent dans ce type de protestation", ajoutent-ils.

"la désobéissance civile fonctionne"

Pour eux, la désobéissance civile "est justifiée par le fait qu'elle est efficace en tant que stratégie de changement, qu'elle communique fortement l'urgence de la crise climatique, qu'elle constitue une activité raisonnable et éthique pour les scientifiques et qu'elle est révélatrice des obstacles à l'action climatique".

Or, soulignent les auteurs, "la désobéissance civile fonctionne" : ils citent "des précédents historiques importants tels que les suffragettes ou le mouvement des droits civiques" et rappellent qu'"à la suite des manifestations de l'Extinction Rebellion de 2019 à Londres, le parlement britannique a soutenu une motion visant à déclarer une urgence climatique qui demandait au gouvernement d'accroître ses ambitions".

"Le Giec conclut avec une grande confiance que l'action collective liée aux mouvements sociaux a joué un rôle substantiel en faisant pression sur les gouvernements pour créer de nouvelles lois et politiques, notant que les tactiques plus conflictuelles de désobéissance civile et d'action directe sont devenues de plus en plus courantes ces dernières années", ajoutent aussi les chercheurs.

"envoyer un signal clair que les scientifiques croient aux faits"

Les auteurs écrivent aussi que "la position de confiance des scientifiques dans la société offre un point de vue respecté pour exiger le changement" et que cette seule raison rend "précieuse leur participation dans le cadre des mouvements sociaux". De plus, "la crédibilité des scientifiques est influencée par le fait qu'ils sont perçus comme agissant en accord avec des valeurs partagées et promouvant le bien-être des autres et, dans le contexte du changement climatique, selon que leurs actions sont clairement alignées avec leur message".

Par la désobéissance, les scientifiques peuvent "couper à travers la myriade de complexités et de confusions entourant la crise climatique", "en envoyant un signal clair que les scientifiques croient fermement aux faits et à leurs implications", ajoutent-ils.

"Lorsque ceux qui possèdent l'expertise et les connaissances sont prêts à transmettre leurs préoccupations d'une manière plus intransigeante que par le biais de documents et de présentations, cela leur confère une efficacité particulière en tant qu'acte de communication."

"les scientifiques ont essayé de tirer l'alarme par d'autres moyens"

Par ailleurs, les auteurs considèrent l'urgence climatique comme une "crise éthique" qui "justifie la désobéissance civile sous certaines conditions spécifiques", notamment celle du "dernier recours".

"Nous soutenons que les circonstances de la crise climatique font plus que remplir le critère de dernier recours : pendant des décennies, les scientifiques ont essayé de tirer la sonnerie d'alarme par d'autres moyens, mais en raison d'années de retard et d'obscurcissement de la part des décideurs, de graves conséquences se manifestent déjà dans le monde entier, et il reste peu de temps pour éviter des dommages encore plus étendus et durables."

La crise climatique "se caractérise par des effets destructeurs pour un grand nombre de personnes" et elle est "imprégnée d'injustice et exacerbée par l'obstruction d'institutions puissantes, notamment les conditions fixées par les législateurs", poursuivent les auteurs.

le dialogue entre la science et la société "n'est pas neutre"

Ils évoquent "un contre-argument familier à la participation des scientifiques à la désobéissance civile" : "le risque de porter atteinte à l'intégrité de la science". "La légitimité des scientifiques reposerait sur leur statut d'observateurs impartiaux, objectifs ou neutres, et sur l'idée que la science et la politique doivent rester séparées", analysent-ils.

Cependant, écrivent-ils, "ces manières de lier la science et la société ne sont pas fondées sur des principes absolus" et "existent plutôt sous forme d'hypothèses partiellement appliquées et fondées sur des précédents historiques".

En outre, "aucun dialogue entre la science et la société ne pourra jamais être neutre en termes de valeurs, et il ne devrait pas chercher à l'être".

"dynamiser la position des scientifiques dans la société"

Avec cet article, les auteurs ont conscience d'entrer dans un "territoire difficile concernant une question fondamentale : nos modes traditionnels de recherche et de communication échouent-ils face à la crise climatique et, si oui, que pouvons-nous faire ?"

"Un engagement sans faille face à cette question nous oblige à sortir de notre zone de confort, de manière à remettre en question mais aussi à dynamiser la position des scientifiques dans la société", expliquent-ils.

"En plus de documenter la crise climatique de manière toujours plus détaillée, nous sommes obligés de réfléchir à la manière dont nous pourrions agir de façon nouvelle pour contribuer à une transformation nécessaire et urgente", ajoutent-ils. Et de conclure qu "en attendant, nous sommes depuis longtemps arrivés au point où la désobéissance civile des scientifiques est devenue justifiée".

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info
